

# LE SOIR

QUOTIDIEN  
26 FRANCS - (G.D.J.) 29 f.  
108<sup>e</sup> ANNÉE N

VENDREDI 8 AVRIL 1994

## Rwanda : la relève politique liquidée dans un bain de sang

Une vague d'assassinats — le Premier ministre, trois Belges, des prêtres, des opposants — la terreur et de pillages suit, à Kigali, le meurtre des présidents rwandais et burundais.

« L'horreur. Il n'y a pas d'autre mot pour décrire la situation qui règne au Rwanda après l'attentat qui a tué la vie au président Habyarimana et à son homologue burundais Cyprien Ntaryinira. Si ce meurtre se fut abattu en pleine nuit, les soldats de la garde présidentielle sont intervenus en action dans Kigali, devant, massacrant des membres de l'opposition, y compris des ministres.

Les observateurs belges de la Mission des Nations unies au Rwanda, selon des informations confirmées, ont été tués alors qu'ils protégeaient des personnalités politiques. Sur les 1.500 ressortissants belges présents au Rwanda, 900 vivent à Kigali et ont été terrorisés, n'osant pas aller de leur maison dans une ville qui retentit de coups de feu et du bruit des mortiers.

Le drame s'est enclenché lorsqu'un avion ramenant les deux présidents et leurs collaborateurs a été touché par des roquettes près de l'aéroport.

Les victimes se trouvent, outre le président Ntaryinira, deux ministres burundais, Bernard Ciza, chargé de la communication, et Cyriaque Nzuzi, chargé du Plan. Quatre membres du président rwandais ont également trouvé la mort, dont trois membres d'équipes de nationalité française.

Le drame de l'attentat ne fait pas doute et les Nations unies ont aussitôt, exprimant leur désolée et leur consternation, ré-

clamé une enquête permettant de faire la lumière sur les responsabilités engagées. Mais cette enquête est impossible dans l'immédiat : les Casques bleus de la Minuar, (la Mission d'intervention des Nations unies au Rwanda), se sont vu interdire l'accès à l'épave calcinée par des militaires de la garde présidentielle : l'avion est tombé à Kanombe, où se situe le domaine d'Habyarimana.

Les deux présidents revenaient de Dar es Salaam, en Tanzanie, où ils avaient participé à un sommet convoqué par le président Mwinyi et consacré précisément à la situation critique du Rwanda et du Burundi, sommet auquel Mobutu, attendu, s'était décommandé in extremis.

Au Burundi, la nouvelle a été accueillie avec calme par une population que certains décrivent « pétrifiée d'horreur » et une réunion de crise a été convoquée en pleine nuit. Les Burundais n'ont pas le sentiment que leur président a été délibérément visé : ce n'est qu'en dernière minute qu'il avait décidé de ne pas regagner Bujumbura avec sa délégation et d'accompagner M. Habyarimana.

### ASSASSINATS CIBLÉS

À Kigali en revanche, la situation s'est rapidement détériorée et, toute la journée, la ville a été livrée à la garde présidentielle et aux pillards. Selon de nombreux témoignages, les militaires ont suivi des listes préétablies et se sont rendus au domicile de personnalités politiques appartenant pour la plupart aux partis d'opposition.

Si les informations qui nous arrivent de Kigali en ordre dispersé se confirment, c'est toute la classe politique rwandaise qui a été décapitée : le Premier ministre en fonction, Agathe Uwinkiyimana, a été tuée ainsi que ses enfants, Faustin Twagiramungu, le Premier ministre désigné par les accords d'Arusha serait en fuite.

On s'interroge sur le sort d'autres personnalités emmenées ou assassinées : le président du parti libéral, M. Lando Ntassingwa, son épouse canadienne, ses enfants et gardes du corps, le président du parti social-démocrate M. Gataranga, le prési-



Depuis décembre, les 600 soldats du Front patriotique bivouaquent, sous la surveillance de l'ONU, sur la colline qui abrite le Parlement. Un site stratégique d'où ils pourraient faire mouvement... Photo Isopress.

dent de la Cour constitutionnelle M. Kavaruganda.

La confusion épouvante, pour l'heure, de vérifier le nombre de morts et de disparus. Il se confirme cependant que la rafle

mortelle a eu lieu également dans les milieux de l'Église : au seul centre Christus de Kigali, dépendant des jésuites, 19 personnes ont été tuées jeudi matin, dont trois jésuites rwandais

et cinq abbés... En province également, des prêtres ont été tués, notamment à Rambura, près de Gisenyi. Un prêtre belge qui se trouvait sur les lieux, Jacques Hazard de l'Ordre des

Pères Blancs, n'a eu la vie sauve que grâce à l'intervention d'un officier rwandais.

Adieu, vous ne pouvez plus rien faire pour moi... Ce sont les derniers mots de Monique Mwakariya, fondatrice de l'Association pour la défense des droits de l'homme, qui était en conversation téléphonique avec un interlocuteur belge lorsque les militaires ont fait irruption dans sa maison et l'ont abattu. Ce ne sont pas seulement des Tutsis qui ont été tués par soldatesques, mais aussi toute une relève politique rwandaise.

### ÉVACUATION DES ÉTRANGERS ?

Hier soir, alors que les Français avaient mis en état d'alerte leurs troupes basées en Centrafrique prêts à évacuer leurs 600 ressortissants, les Belges déclarent qu'aucune évacuation d'étrangers n'était prévue. Cependant, en Belgique même, les paras étaient en « stand by » prêts à s'envoler vers l'Afrique nécessaire. Le ministre des Affaires étrangères, Willy Claes se montre prudent, assure cependant qu'il avait d'ores et déjà demandé aux Nations unies d'autoriser un élargissement du mandat des Casques bleus, qui ne sont en principe autorisés qu'à des opérations de maintien de la paix. La France et la Belgique attendent sans doute que la sécurité de l'aéroport soit assurée par les militaires de l'ONU, avant de prendre la décision d'envoyer les avions chargés d'évacuer les étrangers.

Un autre facteur d'inquiétude à Kigali est la présence de 600 militaires du Front patriotique cantonnés sur la colline qui abrite le Parlement rwandais. Selon certaines sources, ils n'auraient pas bougé de leur camp retranché, mais selon d'autres informations, ils auraient fait mouvement dans la ville, munis de toutes leurs armes, ce qui aurait contribué à calmer les esprits...

Le Front patriotique, dans un communiqué, a formellement démenti toute responsabilité dans l'attentat contre les deux présidents.

COLETTE BRAECKMAN

Editorial et « A bout portant »  
page 2  
Dossier page 3